AMPT/ad
République du Sénégal

MINISTERE DE LA FEMME,
DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

PATTGFR/SEN/96/W01

COMPTE RENDU DE REUNION

**REVUE TRIPARTITE TENUE AU MINISTERE DE LA FEMME,
DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE
MFEF/UNIFEM/PATTGFR
LE 07 JANVIER 1997**

Le 07 Janvier 1997, à 10h 00 mn, s'est tenue dans la salle de conférence du Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, la première réunion tripartite de la phase II du projet ATTGFR.

La réunion était présidée par Mr le Directeur de Cabinet, Cheikh Tidiane DIOP et en présence de :

- Mme Aster ZAOUDE, Coordinatrice de l'UNIFEM ;
- Mr Ousmane KA, Coordinateur du Bureau de coordination Technique des Projets ;
- Mme Anne Marie TRAORE, Directrice Nationale du Projet ATTGFR ;
- Mme Mayé NDIAYE, Expert National du Projet ATTGFR ;
- Mr Mamadou SOUMARE, Assistant Administratif et Financier du Projet ATTGFR.

INTRODUCTION

Mr le Directeur de Cabinet a ouvert la séance en remerciant Mme ZAOUDE, d'avoir bien voulu répondre à l'invitation du Ministère, malgré ses multiples occupations, pour examiner la progression des activités de la phase II du PATTGFR.

Il a rappelé l'importance de cette réunion, qui est l'occasion de passer en revue les questions liées à l'exécution du projet, et de les consigner dans un P.V., qui servira de document de référence pour la suite des opérations. Ce document dit-il, sera en quelque sorte une synthèse et ou/ un chrono qui orientera les différentes parties sur les problèmes cruciaux qui se posent au projet, et permettra d'avancer et de réussir la phase II, dans le cadre d'un partenariat dynamique.

Mr le Directeur de Cabinet a passé la parole à *Mme la Directrice Nationale du Projet ATTGFR, Anne Marie TRAORE.*

Mme la Directrice a fait un compte rendu détaillé, suivi de commentaires, du rapport des activités du projet, durant la période de Juin à Décembre 1995 :

- L'état des activités réalisées et les impacts obtenus à partir des objectifs assignés à cette phase 2 du projet, basées sur une consolidation des acquis de la phase opérationnelle ;
- Le renforcement de certains aspects, notamment, les technologies et la commercialisation.

Mme la Directrice a rappelé la date de lancement de la 2ème phase à Kayar le 19 Septembre 1996 par *Mme le Ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille*, et en présence des différents partenaires (UNIFEM - ZONTA).

L'objectif de développement du projet : la 2ème phase est une étape de consolidation, de promotion de la femme rurale en tant qu'agent économique, par le développement d'activités génératrices de revenus liées à la transformation des productions post récolte et post pêche.

Le développement de l'entrepreneuriat des femmes, de leurs capacités techniques et technologiques constituent des éléments de cette phase regroupés au niveau de plusieurs volets :

- Formation
- Commercialisation
- Equipements
- Crédits, en s'appuyant sur la spécificité de chaque site.

- Objectifs atteints

- Equipements : Dans le domaine du renforcement des capacités techniques et technologiques, les femmes ont été mises dans de meilleures conditions de travail avec l'acquisition de petit matériel (seaux, couteaux, gants, blouses, lampes à gaz, aiguilles, fils, cartons, paniers, râteliers, etc.).

Dans la 1^{ère} phase, les groupements (ex.: Fass Boy) avaient des fours à crédit, mais pour des raisons techniques et sociales, les fours n'ont pas été utilisés par les bénéficiaires qui pourtant remboursent les prêts. A ce niveau, et compte tenu des crédits antérieurs, les femmes ne sont pas encore disposées à solliciter de nouveaux crédits, surtout pour l'investissement ; ceux déjà octroyés en *phase 1* n'étant pas encore épongés.

* Il est à noter que des bascules seront remises aux groupements de Kayar et Fass Boye, pour faciliter les opérations de pesées.

- Spécificité des sites : à Fass Boy, l'expérience peu concluante de la phase opérationnelle, en ce qui concerne les fours (pour des raisons techniques et organisationnelles), a conduit le projet à la réalisation de 2 fours tests. L'expérience, pilotée par un consultant recruté à cet effet, a créé un engouement certain. Les femmes ressentent l'allègement et l'amélioration des conditions de travail (fumée) ; elles adhèrent à la technique et la technologie et ont relevé les intérêts, notamment, l'amélioration de l'environnement pour ce village. Il est également prévu l'aménagement à fonds perdus des 2 magasins réalisés dans le courant de la *phase 1*, activité amorcée par le consultant, pour un meilleur stockage des produits.

Mme la Directrice a informé la *tripartite* d'une visite de site à Bargny au courant du mois, visite effectuée par l'équipe du projet et la coordonnatrice de l'UNIFEM ; c'était une occasion de comparer les équipements. En comparaison avec ceux du PATTGFR, les fours de Bargny sont attrayants, mais ne répondent pas aux aspirations des femmes. A ce niveau, les femmes de Bargny souhaitent visiter et bénéficier de l'expérience de Fass Boye et Kayar, en matière d'utilisation des fours et maîtrise de la technique.

- Formation : Pour avoir des femmes entrepreneurs, il faut nécessairement les initier techniquement, à une *formation entrepreneuriale*, et une *formation en alphabétisation*, mais aussi à la *gestion*, à l'*information* sur les opportunités à saisir dans le cadre de la régionalisation.

La formation au niveau du projet revêt un *caractère continu*. et se renforce chaque semaine, lors du suivi des monitrices et de l'UGP.

Pour la réalisation des fours, un consultant en poisson a été engagé, pour apprendre aux femmes la *maîtrise de la technologie*.

- **Formation en Gestion du petit matériel** : les femmes doivent maîtriser les principes d'organisation de renouvellement du matériel, la notion d'entretien et d'hygiène. A ce niveau, pour l'utilisation de ce matériel de travail, un montant est requis par la trésorière du comité de gestion pour toute utilisation du matériel communautaire.

- **Crédit** : pour ce volet, le Crédit Mutuel du Sénégal est le partenaire du projet, compte tenu de son expérience dans ce domaine ; le projet a déposé un fonds garantissant les crédits en fonds de roulement (10 millions) et un fonds d'équipement, qui sera alimenté jusqu'à hauteur de 8 millions ; cela permettra aux femmes de développer leurs activités en déposant seulement des dossiers qui sont examinés par un Comité interne au Projet, et transmis après avis, au CMS qui sur cette base, attribue les financements sollicités.

Le partenariat est établi sur la base d'un protocole d'accord signé entre le CMS et la Direction du projet.

Le *crédit revolving* initié au niveau des groupements a été élargi (montant et bénéficiaires). L'engouement est certain, compte tenu des retombées individuelles que ces types de crédit recèlent. Tous les groupements ont introduit un dossier de prêt en fonds de roulement au niveau du CMS.

- **Commercialisation** : Pour les fruits et légumes : l'expérience du kiosque expérimental est très bénéfique, car actuellement, l'offre est inférieure à la demande fêtes de fin d'année et début de ramadan). Les femmes prennent des initiatives au niveau des contacts dans les hôtels : sites touristiques, écoles, services, foire etc. ; elles font les déplacements et négocient les contrats.

- **Le micro détail** : en confiture, sirop a démarré et permet la satisfaction de la population a un faible revenu monétaire. Notons qu'un 2ème kiosque est prévu au Marché Kermel.

En résumé, il y a eu une nette amélioration de la *commercialisation* des produits (*fruits et légumes*) par l'effort du marketing, de la promotion (*étiquettes*) et de l'information (*12ème foire, la publicité dans les journaux*).

- **Magasins de stockage** : Il est prévu la construction d'un magasin pour *Kayar* et l'aménagement pour les *deux (2)* magasins de *Fass Boye*.

Dans le domaine de la *technique*, la formation a été renforcée et la participation des femmes s'est faite par le système de cooptation dans les groupements, pour la maîtrise de la technique d'utilisation des fours (15 femmes par groupement) ; des maçons du village ont été sélectionnés et formés à la technique de construction.

- **Volet Suivi** : La prise de fonction de l'expert national a beaucoup impulsé le travail des monitrices. Dans le nouveau dispositif, chaque site est suivi par une monitrice.

Grâce aux directives de la Directrice nationale qui a instauré le système de fiche de suivi spécifique à chaque activité (*fiche pour fruits et légumes - fiche pour poisson*).

Cela a permis de faire des avancées significatives, notamment, pour le recueil de données. Les monitrices suivent exclusivement les groupements et tiennent une réunion hebdomadaire en compagnie de l'expert national ; le suivi se fait par site.

Une réunion de synthèse se tient tous les mardis à l'unité du projet avec tous les spécialistes, sous la supervision de la Directrice Nationale.

L'appui technique de l'expert national et des monitrices est certain sur les changements de comportement chez les femmes. Ce travail de longue haleine est d'une grande importance dans les domaines de la transformation, de l'hygiène, de la stabilité de la production et de la disponibilité des produits.

- **Aspects importants : à Kayar Poisson** : les problèmes sont moindres, car il y a une synergie au niveau du partenariat avec le service des pêches et une bonne coordination des activités entre les deux (2) services.

- **Fumage** : Des fours tests existent, et un nouvel équipement est prévu en claies de séchage, suggestion de la coordinatrice de l'UNIFEM, lors de sa visite à Kayar pour améliorer les conditions de séchage. Ces claies seront réalisées dans le cadre d'une subvention.

En effet, les claies utilisées sont de fortune, et ne respectent aucune des normes requises pour les produits très sensibles et destinés à la consommation.

Kayar fruits et légumes : Pour ce groupement, compte tenu de sa spécificité et des problèmes antérieurs, aucune activité ou budget n'avait été arrêté dans le document du projet. Une étude de réorientation des activités a permis la reprise en main de ces 27 femmes. Le groupe s'est élargi avec 10 adhésions, grâce à la nouvelle dynamique créé autour des activités.

L'étude socio économique est à la base du développement de l'accès au crédit, la diversité des activités initiées par les femmes pour générer des revenus supplémentaires et individuels grâce au système de crédits internes (tournants), le crédit revolving.

Le groupement est à encourager, vu l'impact du travail réalisé par la nouvelle monitrice affectée pour le suivi exclusif de ce groupement.

Keur Moussa : c'est le groupement phare au niveau du projet. Il existe certes, des problèmes de disponibilité d'équipement ; sur information de l'UNIFEM, le projet a assisté le groupement dans l'élaboration d'un dossier de financement introduit auprès de la coopération japonaise. Les femmes ont pu bénéficier de 23 millions etc., du Japon pour la construction de salles d'alphabétisation, d'un local pour la transformation, de différents équipements et matériels. L'entrepreneur a été déjà choisi, par l'Ambassade, sur la base de 3 entrepreneurs postulants, présentés par le groupement.

Un fonds de crédits pour la transformation et le développement d'activités individuelles est initié auprès du CMS. Pour la promotion de leurs produits, elles sont à l'avant garde au niveau des Hôtels et sites touristiques de Thiès.

• **Etat de remboursement des crédits de la 1ère phase :**

A la date du 19 Décembre 1996, l'état des remboursements se présente comme suit :

Këur Moussa.....	518 545 F, soit 37,5%	sur un prêt de : 1 359 663 F
Kayar Poisson.....	80 860 F, soit 57%	sur un prêt de : 4.490.030 F
Kayar Fruits et Légumes.	450 000 F, soit 46%	sur un prêt de : 870.435 F
Fass boy.....	3 450 000 F, soit 33,7%	sur un prêt de : 10207435 F

• **Au niveau de Kayar Poisson :** En ce qui concerne le crédit antérieur, la récupération est timide, mais assez significative. Il faut tenir compte des contraintes dues essentiellement à la saisonnalité surtout du poisson (qui se fait rare) et aux produits que les femmes placent à crédit.

• **Au niveau de Fass boy :** rareté du poisson, remboursement timide.

• **Au niveau de Kayar fruits et légumes :** Il y a un progrès, car les produits se vendent bien, l'on observe un léger progrès grâce au crédit revolving qui porte ses fruits.

• **Au niveau de Keur Moussa :** Le niveau est bas, situation due à la contraction de prêts auprès de partenaires divers. Les remboursements sont difficiles, car les échéanciers de remboursement sont pénibles; une réorganisation est en cours.

• **Equipement du Projet :**

Mme la Directrice a enfin abordé les problèmes concernant l'équipement du projet, équipement qui fait défaut (*absence de chaises, téléphone, fax, machines à photocopier, à relier, et ordinateur*), rendant difficile la tâche des agents, pour remplir pleinement le rôle qui leur est assigné, et surtout la tenue d'une banque de données relatives aux GPF, à leurs performances. Plusieurs structures s'intéressant aux activités du PATTGFR.

• **les ressources financières :** elle dit avoir constaté que les coûts prévus pour les équipements ne correspondent pas souvent aux coûts actuels, et cela a pu se vérifier au cours de différents travaux engagés (construction fours, prévision pour claies de séchage) et au niveau du matériel acheté récemment.

Ce constat est fait également pour la réfection des magasins de stockage, ou construction à faire.

Elle a aussi souligné que la révision budgétaire a été approuvée par l'UNIFEM et / BIT pour l'utilisation du reliquat de la phase antérieure dans le cadre de la construction d'un magasin de stockage pour Kayar.

Pour terminer, la directrice nationale a dit l'importance du projet, eu égard à l'intérêt des députés qui ont souhaité son extension à d'autres zones, lors de la session budgétaire de cette année.

Après ce rapport détaillé et complet de la directrice nationale du projet, la parole fut passée à Mme ZAOUDE, pour les observations à apporter.

Mme ZAOUDE, prenant la parole a félicité Mme TRAORE pour le rapport complet qu'elle vient de présenter. Elle a aussi dit avoir suivi de près l'état d'avancement du projet par les différentes réunions tenues, avec l'équipe du projet régulièrement, à l'UNIFEM, depuis le lancement de la 2ème phase.

Phase de consolidation dit-elle, car ayant elle-même souvent discuté des problèmes qui se posent au projet.

Mme ZAOUDE a dit se réjouir de constater que c'est un équipe solide, bien soudée, et de franche collaboration ; cela lui a permis de passer à des choses plus importantes, et plus concrètes.

Mme ZAOUDE a alors confirmé sa décision, après la visite des lieux qu'elle a eu à faire avec les responsables du projet, de construire un nouveau magasin de stockage au lieu de réfection initialement prévue à Kayar et la réalisation de claies de séchage pour les femmes.

Elle a aussi souligné l'impact important du projet, non seulement pour les femmes du groupement ,mais à l'échelle nationale, par la qualité des produits présentés, la promotion dans le domaine audiovisuel (télé, radio), dans la commercialisation notamment, le kiosque expérimental.

Mme ZAOUDE a rappelé l'objectif principal de ce projet qui est selon elle, la technique et la technologie pour appuyer les femmes; elle a aussi demandé de se concentrer sur le renforcement de l'équipement, pour l'amélioration du produit, à la vente qui, un jour peut s'orienter vers l'exportation.

Elle a aussi insisté sur l'hygiène, la salubrité des lieux. Elle a d'ailleurs constaté le progrès lors de la visite des lieux. Cela a-t-elle rappelé, concerne surtout l'Expert National. L'amélioration de l'environnement doit se faire aussi par le réaménagement des sites et une aération des magasins de stockage et claies de séchage à mettre à disposition.

• *Pour les crédits* : Elle a salué le système du CMS qui concède des prêts aux femmes pour le réaménagement de leurs espaces, l'achat d'équipement et surtout l'entretien du matériel mis à leur disposition.

Pour ce point précis, elle a attiré l'attention de l'unité chargée des crédits au sein du projet, de veiller à l'utilisation et à l'orientation de ces fonds ; il ne faut pas à cause de l'accès facile aux crédits des femmes, qu'elles fassent n'importe quoi.

En ce qui concerne les *Etats de Remboursements des crédits* : l'exemple de la première génération n'est pas à refaire.

- A l'avenir, de bien veiller aux prêts contractés par les groupements ; elle dit qu'il ne faudrait pas qu'ils s'endettent trop pour avoir après, des difficultés à rembourser les prêts.

- L'exemple de *Keur Moussa* reste problématique. En effet, ce groupement marche bien dans le cadre de ses activités, ventes abondantes, mais a des difficultés de remboursement face à ses nombreux échéanciers à honorer.

• *Pour le budget* : Elle dit que l'on a tenu compte des changements de prix et des impacts de la dévaluation ; mais, qu'on tiendra compte de petits problèmes à la révision.

• *Equipement du projet* : Elle se dit désolée que l'on soit arrivé à ce stade ; car selon elle, dans le budget 1995, il y'a eu les volets équipements et consultants qui n'ont pas été exploités. Pour le problème précis de l'équipement ou ordinateur, les bons de commandes ont été faits au niveau du BIT, il suffit seulement de l'activer.

• *Pour le mobilier* : Tout a été acheté selon elle, au courant de la première phase, il faudrait voir avec le ministère au transfert de cet équipement. Car selon Mme ZAOUDE, il y'a eu aussi des cas de vols signalés au niveau du projet.

• *Pour la construction du magasin de stockage de Kayar* : le reliquat des fonds de la première phase sont sollicités pour les travaux. Une correspondance est adressée à la CNCAS à cet effet.

La parole a été donnée à Mr Ousmane KA, *coordonnateur du bureau de coordination technique des projets*.

Mr KA a félicité l'équipe du projet pour leur esprit de franche collaboration, de dynamisme et d'unité. Climat qui n'avait pas prévalu lors de la première phase.

Il a souligné les points suivants :

• *pour le volet lié à l'environnement*, il a suggéré de regrouper les objectifs, impacts, activités, résultats dans un cadre global au lieu d'être traités sectoriellement. Il a dit que le rapprochement de l'Expert et des monitrices est important pour le suivi.

• *pour le volet crédit*, il a parlé du taux de 6% du CMS et a rappelé celui du crédit revolving et a demandé si les différentes partenaires sont d'accord sur les modalités. Points sur lesquels, il a été rassuré.

• *pour le volet commercial*, le projet a un nouvel élan : la stratégie marketing à cet effet, il suggère le recrutement de nouveaux diplômés pour qu'ils aillent directement

dans les marchés avec les produits et dans les différents points de vente, afin de mieux promouvoir les produits des femmes.

- ***pour le volet équipement*** : Il demande d'aider à subventionner les équipements des groupements en les soutenant, compte tenu de l'aspect novateur du projet en matière d'introduction de technologies nouvelles dans le secteur.

Mme TRAORE a repris la parole par rapport à l'idée de Mr KA sur la **stratégie Marketing**. Aussi, elle a informé l'assistance des émissions que le projet a déjà initié à la radio, et celle prévue à la télévision nationale, les journaux et stations radio privées. Une première cassette a déjà été produite. La directrice a également répondu aux préoccupations de l'UNIFEM pour l'équipement, les femmes sont réticentes à contracter des crédits, aucun dossier dans ce sens n'est reçu au projet, malgré l'information portée aux femmes.

- * Les crédits de la 1ère génération ont été distribués pendant l'exécution du BIT, et l'ont été à des périodes inappropriées pour les activités ciblées.

Ensuite, c'était autour de Mme Mayé NDIAYE, *Expert national* de prendre la parole et rappeler son rôle de formateur des monitrices, pour pouvoir soutenir les femmes, non seulement, sur le volet technique et technologique, mais aussi sur les techniques de gestion, en collaboration avec les spécialistes du projet.

Mme Mayé NDIAYE a aussi parlé du problème de rupture des bouteilles (emballage) qui doit être acheté en stock important. Elle a aussi parlé de l'expérimentation de sachets et conditionnement initié au niveau de Kayar pour le micro détail.

Mme Mayé NDIAYE a rappelé l'aspect technologique, car elle voudrait que les femmes soient des professionnelles ; qu'on leur inculque la notion de qualité et pour cela :

- 1 - Il faut qu'elles gagnent beaucoup d'argent ;
- 2 - Il faut renforcer la technologie et la formation,
- 3 - Soutenir les investissements souhaités par les femmes qui n'ont pas la capacité financière de les acquérir à crédit.

Enfin, en organisation, Mme Mayé NDIAYE a abordé le point de la campagne du poisson : elles doivent apprendre à sortir et aller chercher le poisson dans les zones où il y'a en, pour assurer la production et la commercialisation. Donc, elles doivent s'organiser pour l'approvisionnement (*cas de Fass Boye où le poisson est introuvable pendant qu'il y a abondance à Kayar*). A ce niveau le directeur de cabinet à souligner qu'il faut les y intéresser

Mme ZAOUDE quant à elle, a conclu pour ce chapitre des groupements, en disant que la **première phase** était une phase d'équipements en crédits, et ainsi, pour les fours de Fass Boye, les femmes se sont endettées et ne peuvent plus s'en sortir.

Pour la *deuxième phase*, la directrice a attiré l'attention de l'UNIFEM sur le fait que les femmes font face à des remboursements des dettes « antérieures » et demandent dans cette phase, des subventions en équipement et l'accès aux crédits en fonds de roulement.

Et le *directeur de cabinet* de conclure, compte tenu des efforts faits, le projet doit bien fonctionner et pour cela, il faut les équipements de première nécessité (téléphone, ordinateur, mobilier).

Il a dit de régler définitivement ce problème déploré à chaque rencontre, et a demandé à *Mr SOUMARE* de faire le maximum pour le résoudre avec le BIT et de le mettre au courant du niveau du blocage.

* Aucune allocation pour équipement des locaux du projet n'est prévue dans le budget de la phase 2

On a surtout déploré la situation avec les clients qui veulent passer des commandes ou demander des renseignements, et dans ces cas précis, c'est le développement communautaire qui est souvent dérangé pour recevoir les commandes des clients par téléphone.

Enfin, *Mme ZAOUDE* a dit que tout le matériel réclamé a été acheté (*mobilier*) à la première phase, exécuté par le BIT. Seul l'ordinateur est en suspens.

Aussi, elle a souligné l'utilisation de la ligne budgétaire équipement (*prévue pour l'achat des équipements des femmes, dans la 1ère phase*) qui a été utilisée pour acheter le mobilier et matériel de bureau du projet par le BIT.

Pour clore ce volet, *Mme ZAOUDE* a demandé de déposer une facture proforma pour acheter le matériel qui manque (*chaises visiteurs, etc.*) en collaboration avec le ministère.

La directrice a pris la parole pour apporter des clarifications à certaines interpellations liées aux objectifs, équipements, matériels et stratégies opérationnelles...

En ce qui concerne le 2ème kiosque, *Mr le Directeur de cabinet* a demandé de relancer la lettre adressée au Maire de Dakar, de refaire une photocopie, à adresser à *Mr LO* de la *Communauté Urbaine de Dakar* pour activer cette opération.

Ensuite, *Mme ZAOUDE* a demandé de faire quelques remarques sur le rapport financier de *Mr SOUMARE* (volet décaissements).

En accord avec *Mr le Directeur de Cabinet*, ils ont dit pouvoir émettre leur accord de principe sur la révision budgétaire, avant transmission au PNUD.

Mr SOUMARE a dit que le budget annuel était de 105 000 USD = 54 Millions F.CFA. Il a fait un bref aperçu sur les lignes budgétaires, celles qui ont des reliquats, ou utilisées à moitié, ou complètement épuisées.

Ces lignes ont été ciblées :

Exemple :

- LB 11 : *Reliquat Expert national ;*
- LB 13.02 : *Secrétaire ;*
- LB 17 : *Consultant = 6000\$ on a dépensé pour 4400\$*
- LB 20 : *Sous contrats : sur 2408\$ dépensés (5000 prévus) ;*
- LB 34 : *Formation 2971\$: réalisés ; on a donc dépensé les 98% sur 3000\$ prévus.*
- LB 42.01: *Equipement durable : renforcement pour permettre la réalisation des magasins de stockage, claies de séchage (26 000\$ pour Kayar et Fass Boye) et quelques équipements : fours.*
- LB 42.02 : *Fonds équipement 4000 \$*
- LB 51 : *Opération-Maintenance : 4000\$ en 1994 (3500\$ dépensés)*
- LB 57 : *Fonds de roulement : tout a été mis en place : 20 000 \$ auprès du CMS.*

En Remarques :

Au mois de décembre on a effectué plusieurs activités : achats de matériels (cartons, paniers, rouleaux de fil etc.; et des emballages) pour la transformation des fruits et légumes (kiosque). Pour le développement des capacités des femmes avec l'intervention de la régionalisation (engagement d'un consultant).

• *Mr Soumaré a aussi expliqué (l'engagement de quelques travaux : kiosque, fours) pour éviter des retards sur le démarrage des travaux (procédure un peu longue) ; cela explique la figuration de certaines sommes sur les lignes de crédits de Décembre 1996.*

Mme ZAOUDE a fait des remarques sur la figuration de ces sommes. Pour elle, il faut trouver un autre moyen de les y intégrer, par exemple, faire des avances sur travaux (pour le kiosque de Kermel) pour ne pas avoir à justifier doublement la même somme. Les travaux n'étant pas totalement achevés.

- *Pour l'utilisation des anciens fonds de la 1ère phase*, elle a marqué son accord pour l'utilisation de l'ancien fonds pour la construction du magasin de stockage de Kayar.

- *Pour la ligne budgétaire 13.02 - Secrétaire*, Monsieur Soumaré a expliqué à Mme Aster qu'au Mois d'octobre à mi-novembre, une secrétaire temporaire a été recrutée pour les travaux de saisie et de classement. Mais, au mois de novembre une secrétaire est officiellement recrutée (*cela explique la différence des montants des salaires apparues sur les mois ci-dessus cités*).

- *Pour la ligne 52.01 : Rapport* - Mme Aster a préconisé l'étalage des frais de rapport pour bien expliquer le montant de 200 000 F.CFA.
De préférence, joindre un commentaire pour expliquer les dépenses à son rapport financier, à envoyer au PNUD.

CONCLUSION

Mr le Directeur de Cabinet a souhaité que l'équipe du Projet reste soudée, et cette ambiance soit ressentie à l'échelle de la tripartite UNIFEM/MFEF/PATTGFR.

Il a souhaité que ZONTA soit satisfait lors de son passage et voit des résultats positifs depuis le lancement de la 2ème phase.

Le Directeur de Cabinet dit avoir l'espoir de l'élargissement du projet dans les autres régions, avec d'autres partenaires. Il compte sur la volonté, la compréhension et la détermination des uns et des autres, pour que l'essor du projet soit maintenu, en termes de qualité des produits, et climat de travail propice.

Le Directeur de Cabinet a rappelé qu'il était toujours disponible pour aider à la réussite totale du projet à la satisfaction des différents partenaires.

C'est sur cette note que la séance fut levée vers 13 Heures.

Fait à Dakar, le 15 Janvier 1997
Le Rapporteur

Aïcha DIOP